

# Les classes laborieuses dans la tourmente des crises du capitalisme

Anne Eydoux

Le retour de l'inflation depuis 2021-2022, qui s'attaque tout particulièrement au pouvoir d'achat des classes populaires, les a plongées dans une crise « du coût de la vie » préparée par des décennies de politiques néolibérales et d'austérité. Cette crise est le dernier maillon d'une chaîne de crises (financière en 2008, sanitaire en 2020, climatique dont il est devenu difficile d'ignorer les effets, de l'énergie liée à la guerre en Ukraine en 2022, etc.). Cet article soutiendra que ces crises qui s'enchainent et durent, parfois qualifiées de « polycrise »<sup>1</sup> ou de « permacrise »<sup>2</sup>, traduisent les contradictions du capitalisme néolibéral et affectent tout particulièrement les classes laborieuses.

On montrera tout d'abord que l'inflation actuelle prend place dans une crise de long terme de la répartition, qui a vu le partage de la valeur ajoutée évoluer presque continument en défaveur du travail depuis la fin des années 1970, en France mais aussi en Europe (1). On montrera ensuite que, dans ce contexte de crise de la répartition, le mouvement des Gilets jaunes en France peut se lire comme une révolte des classes laborieuses contre les inégalités et les difficultés à joindre les deux bouts au quotidien (2). L'inflation repartie à la hausse en Europe en 2021-2022 a aggravé la situation car elle a principalement touché le pouvoir d'achat des classes populaires, creusant l'écart avec les plus riches (3). Enfin, on montrera que la crise de la répartition s'accompagne d'une crise de la reproduction sociale – au sens d'une crise qui atteint la capacité de la société à se maintenir et se reproduire –, elle-même alimentée par la crise du *care* (crise du soin) et par la crise environnementale ; ces crises touchent les classes laborieuses plus que les autres et concernent tout particulièrement les femmes (4).

## 1. Conflit et crise de répartition en défaveur du travail

Après les hausses des salaires obtenues par les salariés à la fin des années 1960 et au tout début des années 1970, le conflit de répartition entre capital et travail s'est traduit, en France et dans l'Union européenne (UE), par une baisse de long terme de la part des salaires dans la valeur ajoutée dans un contexte d'affaiblissement syndical.

Ainsi, Dallery et al. (2023) ont montré qu'en France, après une hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée brute (VAB) de 4,5 points entre 1971 et le début des années 1980, la répartition de la valeur ajoutée est devenue nettement moins favorable au travail à partir des années 1980. La part des salaires a d'abord fortement diminué du milieu des années 1980 au début des années 2000 (-9,9 points de VAB pour les salarié·es) avant de se stabiliser autour de 65% de la VAB.

La même évolution s'observe en Europe, en particulier dans la zone euro (graphiques 1.1 et 1.2) où elle coïncide avec un recul marqué des taux de syndicalisation et une forte hausse de la part des profits, qui traduisent la faiblesse des travailleur·ses dans le conflit de répartition.

---

<sup>1</sup> La vogue actuelle de ce terme est souvent attribuée à l'historien Adam Tooze (2022) mais on trouve ce terme dans des travaux plus anciens, notamment dans un ouvrage d'Edgard Morin et Brigitte Kern publié en 1993. Pour une critique de l'usage du terme, voir Romaric Godin (2023).

<sup>2</sup> On trouve par exemple ce terme, également plus ancien, dans une note publiée en 2021 sur le site d'information sur les politiques de l'Union Européennes Euractiv (Zuleeg et al., 2021).

**Graphique 1.1. Part des salaires** (en % du PIB, courbe bleue, échelle de gauche) **et taux de syndicalisation** (en % de l'emploi, courbe jaune, échelle de droite)



**Graphique 1.2. Part des profits** (en % du PIB)



Source : Schnabel (2022). Données Eurostat, Area-Wide model, calculs OCDE et BCE. Note : Dernière observation : 2<sup>e</sup> trimestre 2022 pour la part des salaires et des profits, 2019 pour le taux de syndicalisation de la zone euro. Ce dernier est une moyenne pondérée par le PIB des données pour l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne.

La crise de 2008, intervenue dans un contexte dégradé pour les classes populaires, a encore détérioré leur situation. Elle s'est traduite par une hausse de la pauvreté laborieuse dans de nombreux pays de l'UE : en 2017, près de 10 % des travailleur·ses étaient pauvres (Ahrend et al., 2017), une proportion restée relativement stable depuis. En 2023, malgré un chômage contenu (6 % de la population active était au chômage), 22 % de la population de l'UE était à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Ces données illustrent, avant même le retour de l'inflation, l'insuffisance des salaires minima, des indemnités de chômage et des minima sociaux au sein de l'UE, où les protections sont loin de suffire à protéger les travailleur·ses (et au-delà, l'ensemble de la population) de la pauvreté monétaire ou en conditions de vie (privations matérielles). À cela s'ajoute l'austérité qui empêche depuis longtemps les États membres de l'UE d'investir dans les services publics essentiels pour soutenir le niveau et les conditions de vie des plus précaires et empêcher la transition écologique (Euromemorandum 2023, 2024).

Le conflit de répartition s'est peu à peu transformé en crise de répartition, dont le mouvement des Gilets jaunes, apparu en France en 2018, peut être lu comme une manifestation précoce.

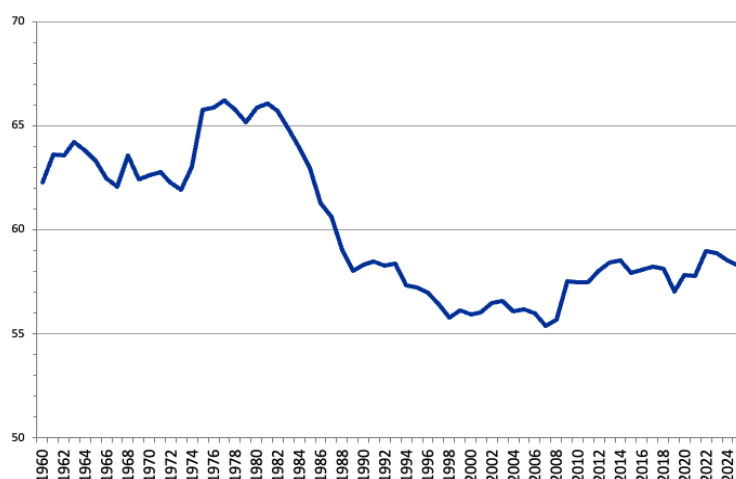
## 2. Les Gilets jaunes en France : des fins de mois difficiles à la révolte

Le mouvement des Gilets jaunes a été une première manifestation de la crise actuelle du pouvoir d'achat, avant même le surgissement de l'inflation en 2021-2022. Il a débuté en novembre 2018, suite à l'augmentation de la taxe carbone qui a conduit à une hausse des prix des carburants. Cette taxe qui devait, dans une logique néolibérale, inciter chaque individu à davantage de sobriété environnementale, affectait de manière disproportionnée les travailleur·ses des classes populaires vivant à distance des centres urbains – sans prendre le problème du changement climatique à bras le corps. Cette taxe mal conçue explique que le mouvement ait été particulièrement vif parmi les travailleurs et travailleuses du « bas de l'échelle » en zone rurale et périurbaine.

Ce mouvement peut se lire comme l'expression d'une « révolte des budgets contraints » (Blavier, 2021). Non seulement les classes laborieuses ont subi en France, comme dans le

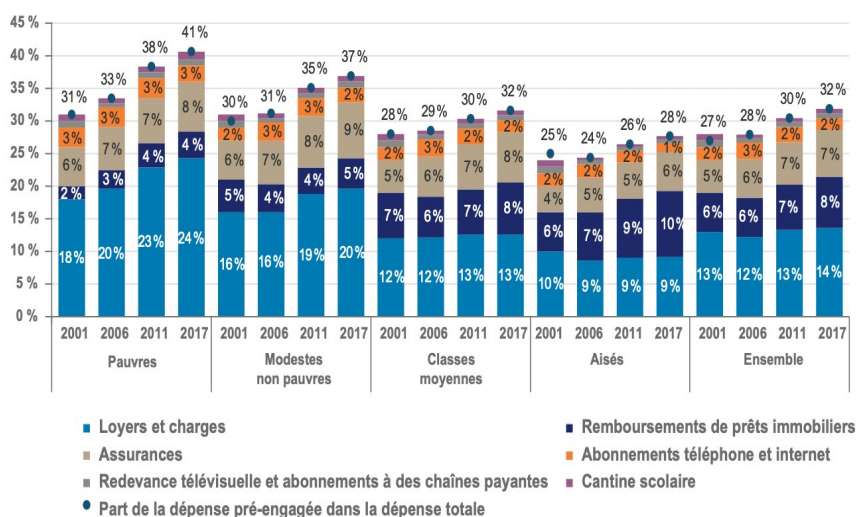
reste de la zone euro, les effets de la baisse de long terme de la part des salaires dans la valeur ajoutée (graphique 4). Mais encore la part de leurs dépenses contraintes ont très nettement augmenté depuis le début des années 2000. En effet, les données françaises sur l'évolution du poids des « dépenses pré-engagées » dans la dépense totale des ménages selon leur position dans la structure des revenus ont confirmé que la contrainte budgétaire des ménages pauvres ou modestes avait considérablement augmenté depuis le début des années 2000 (Cusset et al., 2021), bien davantage que celle des ménages moyens ou aisés (graphique 5).

**Graphique 4. Part des salaires dans la valeur ajoutée en France entre 1960 et 2024**



Source : ALCD0, Ameco, Adjusted Wage Share in the GDP, (extraction le 11/02/2024).

**Graphique 5. Évolution du poids des dépenses pré-engagées dans la dépense totale des ménages en France entre 2001 et 2017**



Source : Cusset et al. 2021 / Insee, Enquête budget des ménages, calculs Drees et France Stratégie. Lecture : en 2017, en moyenne, 32 % des dépenses des ménages étaient pré-engagées (ou contraintes). Les loyers en représentaient 14 %. Champs : France métropolitaine, ménages non étudiants déclarant un revenu non nul.

Les Gilets jaunes, souvent des travailleurs et travailleuses pauvres ou précaires, parfois des retraité-es à bas revenus ou des chômeur-ses, sont des « petits-moyens », issus des classes populaires ou d'une classe moyenne « inférieure » fragilisée et tirée vers le bas (Bendali et Rubert, 2020). Ils et elles se caractérisent non pas tant par leur pauvreté que par leur « insécurité budgétaire » (Blavier, 2021) qui explique la présence de personnes ayant des

revenus moyens mais une accumulation de dépenses contraintes, ou encore un travail pénible et un avenir professionnel incertain. Les Gilets jaunes ont demandé davantage de démocratie<sup>3</sup> et de justice sociale et fiscale. La hausse du salaire minimum et des minima sociaux, le renforcement des services publics faisaient partie de leurs revendications<sup>4</sup>.

Parmi les particularités du mouvement, on peut aussi évoquer la forte participation des femmes – représentées à parité<sup>5</sup> – mais aussi leur visibilité (parmi les figures du mouvement, dans les « marches des femmes », *etc.*)<sup>6</sup>. De fait, les femmes sont majoritaires parmi tous les travailleurs précaires, à temps partiel, à bas salaires et au Smic. Elles sont également majoritaires parmi celles et ceux qui exercent un métier du soin dévalorisé<sup>7</sup> ou qui perçoivent une petite pension de retraite. Elles constituent l'écrasante majorité des parents à la tête des familles monoparentales, particulièrement exposées à la pauvreté. Enfin, quelle que soit leur situation familiale, elles sont aux avant-postes de la gestion quotidienne des budgets contraints : ce sont elles surtout qui font les courses et prennent en charge l'intendance et les tâches domestiques du foyer.

### **3. Crise du coût de la vie en Europe : l'inflation touche d'abord les classes populaires**

Le retour de l'inflation depuis 2021-2022 a intensifié le conflit de répartition entre capital et travail, en grevant plus particulièrement les revenus des classes populaires.

La survenue de l'inflation en 2021, et surtout 2022, a mis en crise le pouvoir d'achat des classes populaires européennes. En 2022, après des années de compression salariale et d'augmentation des loyers et des prix de l'immobilier, les travailleur·ses européen·nes ont fait l'expérience d'une hausse brutale des prix de l'énergie et des produits alimentaires, qui a tout particulièrement affecté les ménages du bas de l'échelle de la distribution des revenus (Charalampakis et al., 2022 ; Contouris et al., 2023). Les effets de l'inflation sont apparus nettement différenciés, en lien avec la différenciation des paniers de consommation des ménages selon leur position dans la distribution des revenus (graphique 2). Ceux des classes populaires, consacrant une plus grande part de leur revenu aux biens et services essentiels (énergie, biens alimentaires, etc.), ont été les plus vulnérables aux récentes hausses des prix.

Dans la zone euro, l'écart de taux d'inflation entre les plus bas et les plus hauts revenus s'est brutalement creusé, passant de 0,1 point de pourcentage (pp) en septembre 2021 à 1,9 pp en septembre 2022 (graphique 3). Les ménages des classes populaires, disposant de moins d'épargne, ont été confrontés à davantage de contraintes de liquidité. Ils ont plus souvent jugé insuffisantes les mesures gouvernementales visant à modérer la hausse des prix (Charalampakis et al., 2022).

---

<sup>3</sup> Cette demande portait notamment sur la mise en place d'un référendum d'initiative populaire.

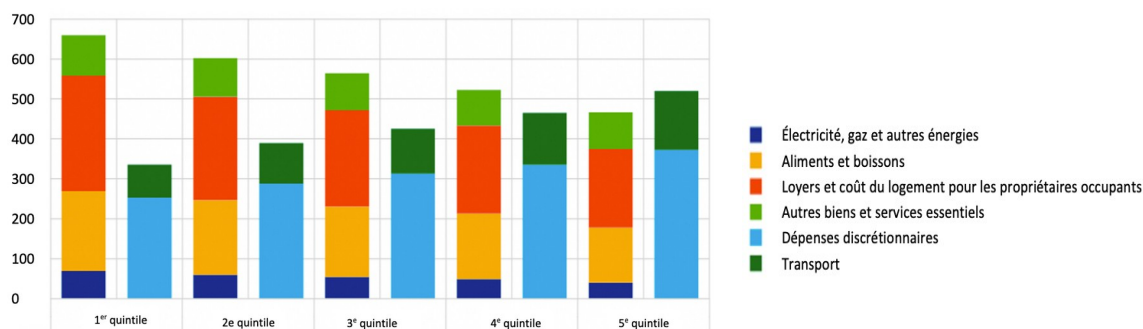
<sup>4</sup> Ces demandes, en particulier sur le Smic, n'ont pas été satisfaites : après que le Président de la République ait annoncé une hausse du Smic mensuel de 100 €, c'est finalement la Prime d'activité qui a été revalorisée, et ce au prorata du temps de travail. Les travailleur·ses à temps partiel n'ont ainsi pas obtenu 100 € de plus par mois (voir Eydoux, 2019).

<sup>5</sup> Voir en particulier Bendali et Rubert (2020).

<sup>6</sup> Voir notamment Fanny Gallot (2019).

<sup>7</sup> Les enquêtes de terrain ont montré une très forte représentation des métiers d'aide-soignante, d'infirmière, d'aide à domicile ou de femme de ménage parmi les femmes Gilets jaunes (voir Bendali et Rubert, 2020).

**Graphique 2. Paniers de consommation selon les quintiles de revenu en zone euro en 2015 (part des dépenses totales, en %)**



Sources : Charalampakis et al. 2022 / Eurostat Enquête Budgets des ménages, calculs ISTAT et BCE.

Notes : les “autres biens et services essentiels” comprennent les dépenses de santé, de communications, d’éducation, d’eau et de services liés au logement. Les « dépenses discrétionnaires » comprennent l’habillement et les chaussures, l’ameublement, l’équipement du logement et les petits travaux de maintenance, les activités récréatives et culturelles, les restaurants et hôtels, les biens et services divers. Les bâtons du diagramme sont ordonnés par quintiles de revenus, le quintile le plus bas se positionnant à gauche.

**Graphique 3. Différentiel d’inflation entre les plus bas et les plus hauts quintiles de revenu des ménages dans la Zone Euro (%)**



Source : Charalampakis et al. 2022 / Eurostat Enquête Budgets des ménages, calculs ISTAT et BCE.

Notes : Différence entre les taux d’inflation effectifs pour les ménages à bas revenu (1<sup>er</sup> quintile) et à haut revenu (5<sup>e</sup> quintile). Les taux d’inflation par quintile sont calculés sur la base des paniers de consommation propres à chaque quintile en excluant les dépenses de “loyer et coût du logement pour les propriétaires occupants”.

Les femmes ont été particulièrement touchées par l’inflation. D’abord parce qu’elles sont majoritaires parmi les travailleur·ses au salaire minimum dans l’UE : 5 % des femmes salariées sont au salaire minimum contre 3% des hommes salariés (Eurofound, 2022). Ensuite parce qu’elles sont majoritaires dans la pauvreté monétaire et dans la pauvreté en conditions de vie – elles constituent on l’a vu la majeure partie des parents vivant seuls avec leurs enfants, surexposés à la pauvreté et à l’exclusion sociale – et sont en première ligne de la gestion quotidienne des difficultés liées à la hausse du coût de la vie.

Or c’est aux femmes qu’est dévolue la plus grande part du travail non rémunéré lié à la reproduction sociale (faire et élever les enfants) – quand les hommes se consacrent plus exclusivement au travail productif et rémunéré. Les femmes des classes laborieuses sont plus que les autres femmes (et plus que les hommes) confrontées aux dilemmes de l’articulation entre leur assignation aux responsabilités familiales et un emploi (trop précaire, trop peu rémunéré, aux horaires trop étendus) qui peut entrer en conflit avec ces responsabilités.

#### 4. Crise de la reproduction sociale, crise du care, crise environnementale

Pour la philosophe Nancy Fraser (2016, p. 99), le capitalisme financiarisé et néolibéral serait marqué par une crise de la reproduction sociale, associée à une crise du *care*. Cette dernière

*« renvoie aux pressions qui, venant de plusieurs directions, compriment actuellement un ensemble clé de capacités sociales : celles disponibles pour donner naissance et élever des enfants, pour prendre soin des amis ou de membres de la famille, pour pourvoir aux besoins des foyers et des communautés élargies, et plus généralement pour entretenir les liens ».*

Cette crise du *care* traduit pour la philosophe une contradiction fondamentale du capitalisme : celle qui oppose le capital et le *care*. La reproduction sociale (au sens de reproduction de la société), qui est une condition de l'accumulation du capital, se trouve menacée par la suraccumulation du capital. Le capitalisme néolibéral, a en effet encouragé l'intégration des femmes dans l'emploi rémunéré, mais a parallèlement imposé des politiques d'austérité qui ont miné les services publics essentiels et créé des lacunes dans l'offre de soins (« *care gaps* »), lacunes qui alimentent à leur tour la crise de la reproduction sociale et exacerbent les inégalités entre femmes et hommes et les inégalités sociales et ethno-raciales.

Pour Nancy Fraser la crise du *care* était une dimension de la crise systémique du capitalisme mondial, ce avant même la pandémie de Covid-19. Elle se manifestait notamment par la fragilisation des services publics et des infrastructures essentiels. Dans le cas de l'UE, cette crise a été alimentée par des décennies d'austérité. La crise sanitaire de 2020, intervenue dans un contexte de fragilisation de systèmes sanitaires même considérés comme solides, a été un révélateur de leur vulnérabilité. Aujourd'hui, encore un peu partout en Europe, les hôpitaux continuent à manquer de soignant·es, les écoles d'enseignant·es, les services sociaux et de l'emploi de ressources pour faire face aux besoins.

Les femmes des classes populaires sont aux avant-postes de cette crise. D'abord parce qu'elles continuent à être en charge de l'essentiel du travail gratuit dans les ménages, si bien que l'insuffisance des services publics accroît leur charge de travail (non rémunéré) et réduit leur capacité à contribuer au travail rémunéré. Ensuite parce qu'elles sont les premières bénéficiaires des aides sociales et que leur niveau de vie est, plus que celui des hommes, affecté par les coupes sociales et l'austérité<sup>8</sup>. Enfin, parce qu'elles constituent la plupart des travailleur·ses rémunéré·es du *care*, notamment dans les services publics. Dans ces métiers, elles sont confrontées à la dévalorisation des emplois et à une insuffisance des recrutements qui affectent leurs conditions de travail. Depuis la crise sanitaire, ces secteurs peinent à recruter, ce qui contribue à comprimer l'offre de soins et à détériorer la qualité du service et les conditions de travail. À cela s'ajoute la fragmentation des métiers du *care* (statutaire, sectorielle, de sexe, classe, race, etc.) qui complique l'expression de revendications salariales et peut rendre inaudibles les voix de ceux, et surtout celles, qui exercent ces métiers.

Ainsi en France, la mise en place d'une « Prime covid » pour les métiers essentiels (prime qui a dans une certaine mesure permis d'évacuer la question des salaires) a-t-elle fait de nombreux·ses oublié·es. Certaines aides à domiciles, auxiliaires de vie sociale et aides-soignantes, après avoir manifesté dans le mouvement des Gilets jaunes, sont retournées dans la rue à partir de 2020 pour réclamer les mêmes primes pour toute personne ayant été exposée aux mêmes risques, ou pour demander des hausses de salaire – avec un succès limité. Le principal succès d'un mouvement de travailleuses du *care* a peut-être été la victoire des femmes de chambre d'origine africaine, travailleuses sous-payées d'un sous-traitant de l'hôtel Ibis Batignolles, soutenues par la CGT – une victoire politique également, puisqu'une figure du mouvement, Rachel Keke a été élue députée (LFI) à l'Assemblée nationale<sup>9</sup>.

<sup>8</sup> Voir Karamessini et Rubery (2014).

<sup>9</sup> Voir Rocabert (2020) et Kéké (2021).

La crise du *care* peut aussi s'entendre en un sens plus large. La notion de care renvoie à une relation sociale entre un ou une pourvoyeur·se de soin et un ou une bénéficiaire, mais si cette relation est souvent interprétée comme une relation entre humains, il peut aussi s'agir d'une relation entre humains et animaux ou entre humains et nature (Hirata, 2021). Cette définition large permet de relier la crise de la reproduction sociale et la crise du *care* aux crises environnementales et à la crise climatique, qui menacent la biodiversité et la vie sur terre en général. Là encore, le capitalisme financiarisé et néolibéral est en cause. Les inégalités qu'il secrète entretiennent la crise climatique<sup>10</sup>. L'austérité (sélective) empêche d'investir dans les transports et les infrastructures publiques nécessaires pour développer les énergies renouvelables et en finir avec les énergies fossiles. Les politiques néolibérales, soucieuses de la profitabilité des entreprises et des intérêts des plus riches, évitent les nécessaires reconversions industrielles et la redistribution plus égalitaire des richesses. En l'absence de politiques publiques adaptées, ce sont les classes populaires qui payent les crises du capitalisme au prix fort.

## 5. Pour conclure

La crise du coût de la vie, que le retour de l'inflation a rendue visible, est révélatrice des crises multiples du capitalisme contemporain qui piègent les classes laborieuses.

Ces crises s'enracinent dans un conflit de répartition qui s'avère défavorable au travail depuis les années 1980, en France et en Europe. La crise de répartition qui en résulte oppose les classes populaires (et les classes moyennes « inférieures », tirées vers le bas) aux classes les plus aisées. Elle est alimentée par les politiques néolibérales qui ont institutionnalisé une austérité sélective, au profit des classes les plus aisées (baisses d'impôts) et des grandes entreprises (baisses de taxes, de cotisations), et au détriment des classes laborieuses dont les conditions de vie stagnent ou se détériorent.

Les crises du capitalisme contemporain se manifestent également par une crise de la reproduction sociale et une crise du *care*. Les classes populaires ont vu leur accès aux services publics essentiels (sociaux, de santé, d'éducation, d'alimentation, d'énergie, etc.) se dégrader, surtout en zone rurale et périurbaine, alors qu'elles sont de plus en plus mises à contribution pour les financer. Et celles et ceux qui exercent les métiers du *care*, qui prennent soin des autres et de la planète, sont exposé·es aux conditions de travail, d'emploi et de vie dégradées.

Prises dans la tourmente des crises du capitalisme, les classes laborieuses peinent à faire entendre leur voix. Elles n'obtiennent pas de réponses politiques à leurs besoins, qu'il s'agisse de reconnaissance salariale, d'accès aux biens et services essentiels, d'égalité, de justice fiscale, sociale, ou environnementale. Dans la confusion des crises qui ne trouvent pas de solution politique, le risque est grand aujourd'hui d'une fuite en avant du néolibéralisme, par une alliance avec l'extrême droite qui sait s'appuyer sur le « *narcissisme des petites différences* » (Freud, 1929) pour fédérer autour du rejet de l'autre – d'un autre peu différent, sous la figure du juif ou de l'étranger<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Selon le rapport d'Oxfam International (2023), sur les 30 dernières années qui ont vu les émissions de CO2 croître de manière inédite dans le monde, les 1 % les plus riches ont émis deux fois plus de carbone que les 50 % les plus pauvres. En France, les 1 % les plus riches sont responsables par leur consommation d'émissions de CO2 annuelles dix fois supérieures à celles des 50 % les plus pauvres. Pour atteindre les objectifs climatiques, Oxfam estime que les 1% des français les plus riches devraient diviser par 10 leurs émissions tandis que les 50 % les plus pauvres devraient les réduire d'un quart.

<sup>11</sup> Freud précisait dans *Le malaise dans la culture* (1930, p. 68) : « Il est toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une plus grande masse d'hommes, à la seule condition qu'il en reste d'autres en dehors d'elle pour recevoir les coups ».

Anne Eydoux est économiste au Cnam, chercheuse au Lise-CNRS et au CEET, et membre des Économistes atterrés.

## Références

- Ahrend D., Sandor E., Revello A., Jungblut J.-M., Anderson R. (2017), “In-work poverty in the EU”, Research report, Eurofound.
- Bendali Z., Rubert A. (2020) « Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d’enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, vol. 132, no. 4, pp. 177-215.
- Blavier P. (2021), *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*, Presses universitaires de France, 240 p.
- Charalampakis E., Fagandini B., Henkel L., Osbat C. (2022) “The impact of the recent rise in inflation on low-income households”, *ECB Economic Bulletin*, 7/2022.
- Countouris N., Piasna A., Theodoropoulou A., eds. (2023), *Benchmarking Working Europe 2023, Europe in transition - Towards sustainable resilience*, ETUI, 177 p.
- Dallery T., Harribey J.-M., Jeffers E., Lang D., Treillet S. (2023), « La répartition de la valeur ajoutée », *Note des économistes atterrés*, juin, 30 p.
- Euromemorandum (2023), “[Europe in Polycrisis: Struggles for Survival, Climate and Energy Justice](#)”.
- Euromemorandum (2024), “The EU and the Polycrisis: Wrong Solutions to Wrong Problems”, à paraître, février 2024.
- Eydoux A. (2019), « Prime de maintien de l’ordre », *Alternatives économiques*, 11 février.
- Fraser N. (2016) “Contradictions of Capital and Care.” *New Left Review*, 100:99–117.
- Freud S. (1929), *L’avenir d’une illusion*, Flammarion 2019, 176 p.
- Freud S. (1930), *Le malaise dans la culture*, Garnier Flammarion 2019, 224 p.
- Gallot F. (2019), « Les femmes Gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre, histoire longue », Fondation Copernic éd., *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*, La Découverte, pp. 538-543.
- Godin R. (2023), « Vive la « polycrise » ! Grandeur et misère d’une notion à la mode », *Revue du Crieur*, vol. 23, no. 2, pp. 66-79.
- Hirata H. (2021), *Le care, théories et pratiques*, La Dispute, 224 p.
- Karamessini M., Rubery J., dir. (2014) *Women and Austerity. The Economic Crisis and the Future for Gender Equality*, Routledge, Abingdon, 358 p.
- Morin E. Kern A.-B. (1993), *Terre-Patrie*, Paris, Seuil, 224 p.
- Kéké R. (2021) « Le combat d’une femme de chambre », propos recueillis par Agathe Mellon, *Revue Projet*, vol. 384, no. 5, pp. 5-7.
- Oxfam International (2023) “Climate equality: A planet for the 99%”, *Oxfam International*, 136 p.
- Rocabert L. (2020) « Une grève de femmes de chambre », *Ballast*, vol. 9, no. 1, pp. 90-101.
- Schnabel I. (2022), “Monetary Policy in a cost-of-living crisis”, Remarks at a panel on the “Fight against inflation” at the IV Edition Foro La Toja, 30 septembre.
- Tooze A. (2022), « Welcome to the world of polycrisis », *Financial Times*, 28 octobre.
- Zuleeg F., Emmanouilidis J. A., Borges de Castro R. (2021), “The age of permacrisis”, *Euractiv*, 13 avril.